

Car même s'il a tenté par la suite de s'en tirer, il s'est très clairement rangé dans le camp de Lévesque lors de la conférence des premiers ministres. Il a dit:

Il est dommage que le Canada tout entier n'ait pu assister au débat d'hier, alors que vous-mêmes, monsieur le premier ministre, et M. Lévesque avez expliqué plus clairement que je l'aie jamais entendu auparavant deux visions différentes du Canada. Nonobstant la querelle de l'hydro-électricité, je dois faire mienne la théorie mise de l'avant par M. Lévesque.

Voilà où le bât blesse; l'hydro-électricité est la plus grande ressource dont nous disposons. En un mot, l'hydro-électricité c'est l'avenir.

Comme le premier ministre Lévesque, le premier ministre Peckford voudrait une Confédération de convenance. Il voudrait que le gouvernement fédéral n'existe que lorsqu'il en a besoin. Il souhaite que le gouvernement fédéral force le Québec à accepter que l'électricité du bas Churchill traverse son territoire. Dans ce cas particulier, il désire que le gouvernement fédéral donne des ordres à une autre province; mais dès qu'il s'agit des ressources sous-marines, plus question d'intervention. Dans ce dernier cas, il voudrait couper tous les liens afin que Terre-Neuve ne soit pas obligées d'apporter quelque chose au reste du Canada. Il dit aux autres Canadiens: «C'est vrai, vous avez dépensé des centaines de millions de dollars pour favoriser le développement de la pêche. Bien sûr, vous avez aidé financièrement les pêcheurs et les entreprises de pêche; mais aujourd'hui, comme les compagnies font des bénéfices et que les pêcheurs gagnent mieux leur vie, nous vous demandons de nous laisser tranquilles pour que nous puissions traiter et conditionner nous-mêmes les poissons que nous pêchons à Terre-Neuve. Nous ne savons pas encore comment distinguer un poisson de Terre-Neuve d'un poisson de Nouvelle-Écosse, mais nous trouverons bien un moyen. Merci pour votre aide, Canadiens; ne nous rappelez pas, on vous appellera.»

De la même façon, le gouvernement fédéral a joué un rôle important dans l'exploitation des gisements de pétrole sous-marins. Il ne fait aucun doute que ce sont en grande partie les avantages fiscaux accordés par le gouvernement fédéral qui ont permis d'amener les travaux de prospection au stade actuel. Il est également certain que Petro-Canada, cette compagnie pétrolière nationalisée dont les députés d'en face voulaient se défaire, a énormément apporté à Terre-Neuve. En fait, il n'est pas exagéré de dire que, s'il n'y avait pas eu la participation directe et indirecte du gouvernement fédéral, il n'y aurait pas de prospection dans les gisements sous-marins de pétrole et de gaz; il n'y aurait pas d'Hibernia. D'après le premier ministre Peckford, tout ce pétrole appartient à Terre-Neuve, en dépit du fait que le pays entier en a besoin. Autrement dit, il nous déclare: ne nous abandonnez pas quand nous avons besoin de vous, mais laissez-nous la paix lorsque vous avez besoin de nous. Par comparaison, Harpagon est un ange.

● (1640)

Aucun pays ne peut vivre d'expédients; le partage doit être constant et non pas limité aux occasions où cela fait notre affaire. Le Canada a besoin d'approvisionnements pétroliers sûrs. Le pays qui a aidé et soutenu Terre-Neuve depuis 1949 a maintenant besoin de notre aide et nous, en tant que province, devrions réagir favorablement. Voilà la façon «canadienne» de faire les choses, et cela pourrait réussir. Si le gouvernement provincial pensait de façon canadienne et s'il était prêt à

### La constitution

collaborer, cela pourrait marcher. Mais au lieu de cela, le gouvernement fédéral doit sans cesse essayer quolibets et critiques.

Chaque jour, depuis l'édifice de la Confédération, à Saint-Jean, le gouvernement fédéral est attaqué comme si les conservateurs provinciaux pensaient que c'est là un bon moyen de se gagner des appuis et des amis. Toutes les occasions sont bonnes pour blâmer le gouvernement fédéral pour les maux de la province. Tout ce qui va mal est imputé au gouvernement fédéral. Et, pourtant, on s'attend à ce qu'il intervienne et répare les pots cassés quand les choses vont mal. Et les choses vont effectivement mal parce que le gouvernement provincial a tout misé sur l'exploitation des ressources sous-marines. Tout le reste est relégué à l'arrière-plan. Le chômage augmente, le coût de la vie monte, l'industrie de la construction est au bord du gouffre tandis que les autorités provinciales médusent la population à coup de discours ronflants sur l'exploitation des ressources sous-marines. Et ceci en dépit du fait qu'il nous faudra bien des Hibernia pour réduire notre dépendance vis-à-vis des paiements de péréquation. Mais on ne peut mettre les belles paroles en banque. Les beaux discours n'ont jamais mis de beurre dans les épinards. Nos compatriotes veulent emplois et prospérité pour eux-mêmes et leur province.

Je vais vous citer un passage d'une lettre récente de M. John MacDonald de Paradise River, sur la côte du Labrador. Le Labrador est traversé par le fleuve Churchill, vaste réservoir hydro-électrique, dont le député de Carleton-Charlotte a déjà parlé. M. Peckford dit vouloir aller de l'avant et amorcer ce projet. Il veut un gouvernement fédéral fort qui puisse enjoindre au Québec de laisser passer l'énergie hydro-électrique du Labrador par son territoire. Il est en faveur de la mobilité de l'énergie, mais contre celle des personnes. L'ennui, c'est qu'il a trouvé le moyen d'en faire bénéficier les habitants de New York mais non pas les habitants du Labrador. Ceux-ci se rendent compte du danger que cette ressource, comme bien d'autres, s'échappe de leur territoire sans leur rapporter grand chose. Entre-temps, la situation au Labrador demande une attention immédiate mais le gouvernement provincial ne fait rien pour y remédier.

Je veux vous citer un passage d'une lettre de M. MacDonald à un journal de Saint-Jean de Terre-Neuve. Voici:

Des habitants d'autres villages se plaignent de l'état de leurs routes. Quant à nous, nous n'en avons même pas. Nous avons un sentier qui longe la rivière, et un téléphone au village qui peut servir quatre heures par jour. Il est constamment en dérangement. Nous n'avons aucun supermarché: nous devons nous débrouiller et trouver un grossiste qui nous vendra nos provisions alimentaires en septembre pour l'hiver. Les services médicaux sont dérisoires. Alors, M. Peckford, lorsque assis à Saint-Jean vous réfléchissez et préparez votre prochain discours sur les droits pétroliers, ayez une petite pensée pour les gens de la rivière Paradise.

Les gens du Labrador ne se laissent pas bernier par la rhétorique des politiciens provinciaux. Ils savent à quoi s'en tenir. Ils savent que ces discours creux et ces grands gestes ne sont que des écrans de fumée qui servent à cacher des conditions déplorables que le gouvernement provincial ne cherche aucunement à améliorer. Ce que nos gens veulent, ce ne sont pas de belles paroles mais des emplois. Ils connaissent assez bien le Canada pour savoir que cela ne peut se réaliser qu'avec la collaboration d'un gouvernement fédéral fort. Leur expérience de la Confédération leur a appris que tout est donnant donnant. A chacun son tour de donner. L'essence même de la Confédération, c'est justement le partage.